

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION COMMUNALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
4^{ème} BUREAU

SECTEUR INDUSTRIEL ET MINES MARSEILLE
- 2 JUIL 1980
REG. N°

MARSEILLE, le

Poste 33.48

N° 95-1978 A

ARRETE MODIFICATIF

relatif aux prescriptions complémentaires
applicables à l'usine de fabrication de noir
de carbone exploitée par la Société
CABOT-FRANCE à BERRE-L'ETANG

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour
l'application de la loi susvisée,

VU l'arrêté n° 95-1978 A en date du 23 février 1979
fixant les prescriptions complémentaires applicables à l'usine
de fabrication de noir de carbone exploitée par la Société
"CABOT-FRANCE" à BERRE-L'ETANG,

VU le rapport ASY/DB A n° 14113/116 du Directeur
Interdépartemental de l'Industrie en date du 12 mars 1980,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date
du 16 avril 1980,

SUR la proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-
Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er. - Les prescriptions fixées par l'article 1er -
paragraphe 2, 4 et 6 de l'arrêté préfectoral n° 95-1978 A du
23 février 1979 sont annulées et remplacées par les prescriptions
suivantes :

.../...

1°) La hauteur de la cheminée d'évacuation des gaz de combustion des chaudières sera au minimum de 72 m par rapport au niveau moyen du sol à l'emplacement choisi pour la construction de ladite cheminée.

Les émissions de dioxyde de soufre de l'ensemble de l'usine seront limitées à 15 T/jour.

2°) La vitesse verticale ascendante d'émission des gaz de combustion sera toujours supérieure ou égale à 21 m/s.

3°) La nouvelle cheminée sera construite et mise en service avant septembre 1981 en remplacement des cheminées existantes qui seront démontées.

Dans le cas de la construction d'une nouvelle centrale électrique en remplacement de la centrale actuelle, le raccordement de ladite cheminée serait différé au 1er avril 1982.

Pendant la période intermédiaire qui précédera le raccordement effectif de la cheminée, toutes dispositions seront prises pour limiter au minimum les émissions de dioxyde de soufre de l'usine.

ARTICLE 2.- L'exploitant devra en outre, se conformer aux dispositions

a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c) du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 3.- L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4.- En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5.- La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

ARTICLE 6.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7.- Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Maire de Berre-l'Etang, le Directeur Interdépartemental de l'Industrie, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau,

[Signature]



Marseille, le 23 JUIN 1980

Pour le Préfet

Le Secrétaire Général Adjoint,

DESTINATAIRES :

- M. le Maire de BERRE-L'ETANG
"aux fins utiles"
- M. le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence
- M. le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile
- M. le Directeur Interdépartemental de l'Industrie
- M. l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours
- M. BERNARD, Chef du Service des Aides aux Entreprises

"Pour Information"

Marc FERRUA